

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNE DE HASTINGUES**

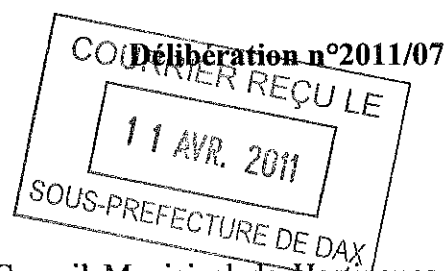
\*\*\*\*\*

Nombre de membres : 11

Présents : 11

Votants : 11

Date de la convocation : 7 mars 2011



L'an deux mil onze, le quatorze mars, à 20 heures 30, le Conseil Municipal de Hastings, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie de Hastings, sous la présidence de Monsieur Pierre Ducarre.

Présents : Lise Linguin, Christiane Cailleba, Nicole Dasquet, Nicole Lagourgue, Katia Sorçaburu, Pierre Ducarre, Jean Marc Adrillon, Thierry Ladonne, Philippe Maisonnave, Alain Darrieumerlou, Robin Daubal

Monsieur Thierry Ladonne a été nommé secrétaire de séance.

**OBJET : PRESCRIPTION DE L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE HASTINGUES ET DEFINITION DES MODALITES DE LA CONCERTATION**

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, et notamment les articles L.123-6 et L.123-13 du Code de l'Urbanisme indiquant qu'un Plan Local d'Urbanisme est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune

VU les articles L.121-4, L.121-5, L.123-7 et L.123-8 du Code de l'Urbanisme précisant les modalités d'association et de consultation des personnes publiques, organismes ou associations compétents, lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

VU les articles L.123-6 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme précisant l'obligation faite au conseil municipal de « délibérer sur les objectifs et les modalités d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole, avant toute élaboration ou révision du Plan Local d'Urbanisme » ;

VU le décret 11°2001-260 du 27 Mars 2001 modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme, et plus particulièrement les articles R.123-15 et suivants du Code de l'Urbanisme fixant les nouvelles modalités de procédure quant à l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme ;

VU la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003, relative à l'Urbanisme et à l'Habitat et son décret d'application n°2004-531 du 9 juin 2004 relatif aux documents d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire précise que la commune de HASTINGUES dispose d'un Plan d'Occupation des Sols et que celui-ci ne permet plus aujourd'hui de répondre aux sollicitations en matière de demande d'ouverture à l'urbanisation sur la commune.

Il apparaît donc important de mettre en adéquation ces différents objectifs, dans la perspective d'un développement de la commune.

L'élaboration de ce document d'urbanisme aura pour principaux objectifs :

- se donner un cadre opérationnel pour mettre en œuvre le projet de développement communal,
- de mettre en œuvre de nouvelles possibilités d'urbanisation dans le bourg, sa périphérie et dans les secteurs d'habitats groupés,
- de favoriser la protection patrimoniale de la Bastide,
- de favoriser le maintien et l'arrivée de nouveaux habitants,
- de favoriser l'activité artisanale et touristique,
- d'assurer la protection de l'activité agricole.

### **DECIDE**

1°- **de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme** sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L. 123-1 et suivants et R. 123-15 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

2°- que l'Etat, le Conseil Régional d'Aquitaine, le Conseil Général des Landes, les Chambres Consulaires, et le cas échéant, le Président de l'Etablissement Public compétent en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), le Président de l'établissement public compétent en matière de Programme Local d'Habitat (PLH), le Président de l'Etablissement Public chargé de l'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale lorsque la commune est limitrophe d'un SCOT sans être couverte par un autre schéma, les autorités compétentes en matière d'organisation de transports urbains, **seront associés à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme**, conformément aux dispositions des articles L. 121-4 et L. 123-7 du Code de l'Urbanisme ;

3°- que conformément aux dispositions des articles L. 121-5 et L. 123-8 du Code de l'Urbanisme, les personnes publiques associées autres que l'Etat définies dans l'article L. 121-4 du Code de l'Urbanisme, ainsi que les maires des communes voisines et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale ou leurs représentants, les associations locales d'usagers et les associations agréées **seront consultés à leur demande**, tout au long de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements ;

4°- que la **concertation**, conformément à l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme aura **lieu durant toute la durée de la procédure**, selon les modalités suivantes :

- une réunion publique d'information ;
- affichage permanent en mairie d'informations concernant le Plan Local d'Urbanisme et son évolution ;
- ouverture d'un cahier d'observations et de propositions accessible aux jours et heures d'ouverture de la mairie ;
- entretien (s) avec Monsieur le Maire ou ses adjoints

A l'issue de une concertation, le Maire en présentera un bilan devant le conseil municipal qui en délibérera.

5°- **de donner autorisation au maire pour lancer le marché public** permettant de recruter le cabinet d'études qui sera chargé d'élaborer le Plan Local d'Urbanisme

6°- de **solliciter de l'Etat une compensation** dans les conditions définies aux articles L. 1614-1 et L. 1614-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme issu de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains

7°- que les **crédits nécessaires** à cette élaboration sont **inscrits au budget primitif 2011** ;

Conformément à l'article L 123-6 et L 124-4 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Monsieur le Préfet des Landes,
- à Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Landes,
- au Président du Conseil Régional d'Aquitaine,
- au Président du Conseil Général des Landes,
- à Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Pays d'Orthe
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de l'Etablissement public compétent en matière de Schéma de Cohérence Territoriale ;
- au Président de l'Etablissement public compétent en matière de Programme Local de l'Habitat ;

Conformément à l'article L 123-8 du Code de l'Urbanisme, seront consultés les Présidents des établissements de coopération intercommunale voisins compétents et les maires des communes voisines.

Seront également consultés, tout organisme ou associations compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat et de déplacements y compris les collectivités territoriales des états limitrophes.

Si le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L 411-2 du code de la construction le demande, un projet de PLU lui sera également notifié.

Enfin, et conformément à l'article L 121-5 du code l'urbanisme, pourront être consultées les associations locales d'usagers ainsi que les associations agréées mentionnées à l'article L 252-1 du code rural.

Conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme. la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Le Maire est chargé en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Au registre figurent les signatures - pour copie conforme.

Fait et affiché en Mairie, le

Le Maire,

Pierre Ducarre

